

Lewis, Bernard. *The Political Language of Islam*. Chicago (Ill.), University of Chicago Press, 1988, 178 p.

Léopold Battel

Volume 20, numéro 4, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702609ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702609ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Battel, L. (1989). Compte rendu de [Lewis, Bernard. *The Political Language of Islam*. Chicago (Ill.), University of Chicago Press, 1988, 178 p.] *Études internationales*, 20(4), 940–941. <https://doi.org/10.7202/702609ar>

Plusieurs auteurs se penchent sur cet aspect du problème. Bhagwati souligne l'importance des services dans le secteur informel qui s'étend dans bon nombre de PVD et Kierzkowski constate avec juste raison que le rôle des services dans le processus de développement n'est pas encore bien établi.

L'ouvrage qui a traité de l'information, évoqué les transports, considéré l'investissement immatériel se termine sur un chapitre très complet consacré au tourisme ou plus exactement, comme le dit Christine Richter, à la science touristique. Une bibliographie consacrée aux services clôt cette intéressante publication sur un sujet encore trop peu exploré, bien qu'il soit de nature à bouleverser l'analyse économique traditionnelle.

On ne fera que deux réserves: la première tient à l'absence de toute référence à l'Uruguay Round. On parle bien ici où là du GATT, mais jamais de ces négociations multilatérales en cours qui concernent précisément les services. La seconde concerne l'Europe. La mise en place du grand marché de 1992 n'est jamais évoquée. Il est vrai que ces changements concernent principalement les services financiers qui ne sont guère considérés explicitement dans l'ouvrage. Mais pourquoi alors mettre l'Europe dans le titre?

Michel LELART

CNRS, Paris

MOYEN-ORIENT

LEWIS, Bernard. *The Political Language of Islam*, Chicago (Ill.), University of Chicago Press, 1988. 178p.

Bernard Lewis est professeur d'Études du Proche-Orient à l'université Princeton et directeur de l'Institut de recherche An-

enberg. Spécialiste de l'histoire de l'islam, il a publié de nombreux ouvrages sur le Moyen-Orient, dont *The Arabs in History, Sémites et antisémites, Race et couleur en Islam, Comment l'Islam a découvert l'Europe, The Emergence of Modern Turkey (1961)*, pour n'en citer que quelques-uns.

The Political Language of Islam retrace le cheminement et le développement du langage politique islamique depuis les débuts du Coran au 7^{ème} siècle à travers la transformation de la pensée politique, des institutions et du discours politique actuel des temps modernes. L'auteur a examiné plusieurs sources littéraires et documentaires dans les trois principales langues du Proche-Orient: arabe, persan et turc. À travers l'analyse historique de la formation et transformation des termes techniques employés dans les documents officiels, la littérature sur le gouvernement, les théories des philosophes politiques, les commentaires de juristes et de théologiens, il tente de préciser la perception, le discours et la pratique politiques du monde islamique. C'est en fait un exercice de linguistique comparative et historique par lequel le lecteur est amené à saisir et comprendre non seulement la vision islamique en matière politique mais également les intérêts sous-jacents que comportent les interprétations ou la stricte adhésion aux points de référence que sont le Coran et les hadiths du Prophète Mohammed. Certaines notions et termes s'avèrent ainsi remplis d'un sens axé sur l'action ou une ligne de conduite qui explique le comportement politique de certains dirigeants islamiques actuels. En fait, le langage islamique recèle souvent le projet politique et social de ces sociétés. Celles-ci puisent leurs sources dans un langage et une tradition avant tout arabes, mais qui n'a pas exclu pour autant l'inclusion de traditions turques et mongoles, sans oublier cette révérence qu'avaient bien des philosophes islamiques pour leurs prédécesseurs grecs auxquels on

accordait volontiers l'inspiration divine et ainsi la possibilité de se réclamer d'une certaine continuité avec la prophétologie. La vision du monde qui en découle se modèle donc sur un schéma de référence différent de l'occidental qui lui s'est caractérisé par la séparation progressive entre le religieux et le laïque.

Fait intéressant à noter, le monde islamique a été lui-même sensible au discours et aux idées politiques occidentales depuis la révolution française, et ceci s'est reflété dans le langage qui a subi les transformations et les emprunts d'usage. Mais ces emprunts ont été trop empreints de l'influence du milieu islamique pour en marquer de façon durable une société qui a, encore de nos jours, une grande difficulté à se détacher du point de référence religieux.

Si l'ouvrage de Lewis peut impressionner par des nombreuses références et une liste exhaustive des principaux termes sur le sujet, il aurait gagné à dépasser le cadre de la linguistique et de l'histoire pour déboucher sur des exemples plus pratiques du poids du langage islamique dans la problématique politique actuelle pour conférer toute sa signification à l'ouvrage. Plusieurs termes clefs qu'emploient certains intégristes islamiques dans le discours politique sont absents. On pense à *shura* ou *assabiya*.

Ainsi, par exemple, le roi du Maroc eut à faire face à la résistance en 1963 des ulemas dirigée par Sheikh Al Islam Moulay al Alaoui qui soutenait dans son *fatwa* (dénonciation, prononcement) que seule la désignation du souverain par voie de *shura* (consultation) de l'*umma* (communauté des croyants) était valable. Cette interprétation avait fait l'objet d'un texte par le philosophe du 10^{ème} siècle Al-Mawardi qui soutenait la thèse de la consultation en se basant sur le choix d'Abu Bakr comme successeur du Prophète, par cinq des compagnons de ce dernier. L'historien du 14^{ème}

siècle Ibn Khaldun pour sa part établissait un lien entre l'*assabiya* (esprit de corps, idéal commun) et le zèle religieux dans le renversement des dynasties, comme ce fut le cas en Iran.

L'ouvrage n'en présente pas moins un intérêt certain par l'effort méritoire qu'il a mis à réunir ce langage et le rendre accessible à qui veut saisir le discours politique islamique d'aujourd'hui, utilisé avec une plus grande fréquence.

Léopold BATTEL

Ministère des Affaires extérieures, Ottawa

PICARD, Élisabeth. *Liban: État de discord. Des fondations aux guerres fratricides*. Paris, Flammarion, 1988, 264p.

La guerre civile qui déchire le Liban depuis une quinzaine d'années risque, si elle perdure, de remporter avec elle cette entité politique qui, il y a quelques décennies, était le joyau du Moyen-Orient. Quelle malédiction s'est abattue sur ce pays accueillant et prospère pour le mettre à sang et à feu? Elisabeth Picard tente dans son livre de démêler l'écheveau inextricable qu'est devenu le conflit libanais par le recours à l'histoire et à l'analyse des faits saillants qui ont jalonné sa précipitation dans le fond d'un gouffre. Consciente du fait que le chemin qui mènerait à une solution qui serait acceptable de toutes les parties impliquées est semé d'embûches, elle s'y aventure armée de la volonté de soulager des souffrances humaines.

Le petit État de 10 500 km² qu'est le Liban avait été formé de toutes pièces le 1^{er} septembre 1920 par la France qui avait ajouté aux régions essentiellement maronites et druzes du Mont-Liban des parties de la Syrie à forte population sunnite et chiite. Les Maronites sont des chrétiens